

# Ce que nous dit Copenhague du renouveau des luttes

11 février 2010 / **Mouvements**

Entretien avec Michael Hardt.

La justice climatique impulse-t-elle la dynamique de construction d'un autre monde ?

---

---

**Mouvements** - Il y a un peu plus d'un an, lors du Forum Social Mondial de Belém, tu estimais que les conditions étaient réunies pour que s'ouvre une nouvelle phase de « *multitudes* ». Après plusieurs années de concentration des luttes, autour d'un adversaire commun (la politique impériale menée par Bush), la crise économique et financière, l'enlisement des guerres en Irak et en Afghanistan, et la défaite des républicains, créaient pour toi les possibilités d'un nouveau cycle. Cette analyse se confirme-t-elle ? Comment s'y insère le mouvement pour la justice climatique et ce qui s'est passé à Copenhague ?

**Michael Hardt** - Il semble bien que Copenhague pourrait être le moment initial d'un nouveau cycle de luttes. Mais les caractéristiques de cette phase ne sont pas encore claires. Ce qui est clair, c'est l'énergie, la colère, l'indignation et l'expertise – dont l'intensité était très impressionnante, à Copenhague. En revanche, ce qui est encore flou, du moins pour moi – peut-

être tout simplement parce que le mouvement est encore en construction – c’est sa structuration : est-ce que la justice climatique sera la question centrale, qui définira ce nouveau cycle, dont dépendront les autres luttes, et à laquelle seront subordonnées les autres questions et thématiques ? Ou bien parviendra-t-on, à l’inverse, à partir de l’étincelle de Copenhague, à construire un ensemble horizontal de luttes, structurées en réseau, sans que l’une ne prédomine par rapport aux autres ?

À Copenhague, bien sûr, toutes les questions, toutes les thématiques, toutes les luttes sont orientées vers la question climatique. On y parle également d’autres questions, de la domination raciale, de la domination du Nord sur le Sud, du genre, etc., mais à chaque fois dans le contexte, et d’une certaine manière, dans l’ombre, des problèmes climatiques.

Si nous devons continuer ainsi, nous assisterions à quelque chose qui diffère nettement des luttes précédentes, à l’émergence desquelles nous avons assisté il y a une dizaine d’années, et qui étaient, je crois, connectées de manière bien plus horizontale. À Seattle, à Gênes, à Porto Alegre, il n’y avait pas de thématique centrale – à l’exception, peut-être, du néolibéralisme, mais c’est une notion trop vague pour remplir ce rôle. De ce point de vue, la lutte contre le néolibéralisme était très ouverte, et d’une façon très créative. Mon hypothèse, et mon espoir, c’est que nous allons à nouveau vers une telle phase, et que, de Copenhague, émergera un cycle pluriel de luttes, structurées de manière horizontale.

**M.** - Quels sont les éléments qui te le font penser ?

**M. Hardt** - Deux choses : les opportunités, et l’énergie. L’époque et le contexte sont propices à un tel cycle. Je ne pense pas tant à la fin de Bush et au début d’Obama qu’à ce avec quoi ils coïncident, qu’il s’agisse de l’enlisement de la guerre contre le terrorisme ou de la crise du néolibéralisme. Bien sûr, la crise de 2008 n’a pas marqué la fin du néolibéralisme, au sens où ce dernier ne fonctionnerait plus. Il a, en revanche, perdu l’idéologie qui le guidait. Les conditions objectives sont donc réunies pour que s’ouvre une phase de lutte beaucoup plus ambitieuse. D’autre part, il y a ce sentiment d’énergie, d’excitation et d’agacement que l’on trouve un peu partout – avec une intensité inédite, ici, à Copenhague.

Pour que nous y parvenions, l’une des choses qu’ils nous faudra comprendre, c’est ce qu’apporte la nouvelle génération d’activistes qui attise cela. À Copenhague, les gens sont très

jeunes. Il nous faudra du temps pour comprendre ce qu'ils amènent de neuf par rapport à la génération de militants qui a émergé en 1994 avec les zapatistes.

**M.** - À Copenhague, le capitalisme est plus ouvertement remis en cause qu'il n'a pu l'être à Seattle ou à Porto Alegre : ici, les critiques ne concernent pas le seul néolibéralisme. Pour autant, et c'est assez surprenant, la critique du keynésianisme reste relativement faible...

**M. Hardt** - Je crois que l'une des faiblesses des critiques du néolibéralisme, c'est qu'elles faisaient toutes implicitement l'hypothèse que la seule alternative, c'est le keynésianisme. Et nous restons encore trop souvent prisonniers de ce schéma. Mais, si le néolibéralisme est un zombie, ce que je crois qu'il est, le keynésianisme est mort depuis longtemps.

C'est ce qui explique nos difficultés à dépasser la question de la propriété : soit nous promovons la propriété privée, soit nous nous plaçons du côté de la propriété publique : soit le marché, soit l'Etat, sans autre possibilité.

Ce que je trouve fantastique, dans les mouvements sociaux, et ça se confirme à Copenhague, c'est la variété des niveaux et registres de théorisation. Et je pense que l'un des objectifs théoriques du mouvement actuel, c'est d'en finir avec cette alternative, pour inventer des formes qui ne relèvent ni de la propriété privée, ni de la propriété publique.

**M.** - Le dernier ouvrage que vous avez publié, avec Toni Negri (*The commonwealth*, encore inédit en France) porte précisément sur la question des communs, dont vous distinguez deux formes différentes : les communs rares, et ceux qui sont disponibles en quantité illimitée.

**M. Hardt** - La question des communs, c'est le terrain où mener la bataille pour ce qui ne devrait pas être régi par la propriété, qu'elle soit privée ou publique. Nous devons pour cela penser comment organiser les communs, comment les gérer, et penser leurs institutions, au sens des pratiques et des relations sociales qui leurs sont liés. Penser une alternative au néolibéralisme et au keynésianisme, basée sur la gestion des communs est un élément central de l'agenda du mouvement. Et c'est un enjeu étroitement lié au changement climatique, même s'il ne s'y résume pas entièrement.

Avec Toni, nous nous sommes d'abord intéressés aux communs de la deuxième catégorie, ceux qui résultent de la production humaine : les idées, les relations humaines, les technologies, etc.

Nous réfléchissons depuis longtemps à la manière dont ces communs deviennent un élément de plus en plus central de l'économie capitaliste, et débouchent sur de nouvelles relations de propriété, via des luttes dont l'enjeu est le contrôle de ces communs, ou de ces communs potentiels. Pour ce type de communs, il n'y a aucune limite déterminée, même s'ils ne sont pas toujours disponibles en quantité infinie : il n'y a aucune entrave à écouter ma production d'idées. Nous pouvons partager des idées encore et encore sans que ça ne vienne limiter mes propres usages, au contraire. Il n'y a là aucune logique de rareté.

C'est sur ce point précis que ce type de communs se distingue des communs de la première catégorie, qui sont les communs au centre des discussions sur l'environnement et le changement climatique. Ces communs, que l'on pense à l'eau, à la terre, aux forêts, sont réellement limités. Ces limites sont objectives, insurmontables, et s'imposent à nous : nous ne devons pas dépasser 350 ppm de CO2 dans l'atmosphère, 2°C d'accroissement de la température, etc. Ces communs sont régis par un principe de rareté.

Malgré ces différences, dans les deux cas, c'est une logique de communs qui est à l'œuvre. La lutte contre la propriété, et la lutte contre la privatisation est une lutte fondamentale. Elle requiert de reconnaître que la propriété privée comme la propriété publique sont des solutions inadaptées. C'est cela que les deux types de communs partagent, même s'ils divergent sur la question des limites et de la rareté.

**M.** - Mais la traduction de ces différences dans un même mouvement ne va pas de soi – ce que souligne la contradiction entre le slogan de Seattle « *We want everything for everyone* » [Nous voulons tout pour tout le monde] et l'un de ceux visibles à Copenhague « *There is no planet B* » [Il n'y a pas de planète B]. Deux revendications contradictoires – et, du même coup, deux stratégies opposées ?

**M. Hardt** - Je crois que le mouvement est traversé par de vraies contradictions idéologiques – et ces contradictions se trouvent même en chacun de nous. L'impossibilité de mettre en accord ces deux slogans l'illustre bien. Dans le contexte du changement climatique et de la justice climatique, revendiquer « *nous voulons tout pour tout le monde* » est une folie. Mais d'un autre côté, les appels à l'austérité sonnent comme une nouvelle manière d'imposer un contrôle extérieur.

Il y a deux stratégies, et deux approches, un peu comme deux démarches, ou deux types de foulées. Cela ne va pas sans générer de l'agacement. Ces dernières années, j'ai été très proche des luttes anticapitalistes, et je dois reconnaître que ces luttes sont souvent mal à l'aise avec les discours et l'activisme sur le changement climatique. Nombreux sont ceux qui se montrent méfiants vis-à-vis des discours sur l'austérité. Parce que jusqu'à présent, l'austérité a toujours signifié « *Moins pour vous, plus pour les riches* ». De l'autre côté, ceux qui se sont investis dans les luttes sur le changement climatique et dans le militantisme environnemental en général ont l'impression que les gens qui leur disent « *Nous voulons tout pour tout le monde* » et « *Un autre monde est possible* » ne sont pas conscients de l'urgence et des limites, qu'il n'y a pas d'autre planète.

Il y a une dissonance conceptuelle. Mais je crois que cette dernière n'est pas nécessairement un obstacle. En fait, je ne crois pas qu'il s'agisse de divergences insurmontables. À bien des égards, c'est un faux problème, un peu comme la contradiction local/global qu'on a souvent opposée au mouvement après Seattle, mais il faut au préalable confronter ces approches, et ainsi trouver des manières de résoudre leur contradiction.

**M.** - Les revendications altermondialistes tournaient beaucoup autour de la démocratie : « *Radicaliser la démocratie* », la rendre plus directe, plus participative. Avec les questions climatiques, on est confronté à un autre problème, une autre nécessité : l'autolimitation. Comment la traduire en slogan ? « *We want less for everyone ?* » [Nous voulons moins pour tout le monde]

**M. Hardt** - Poser la question de l'autolimitation est une manière stimulante de considérer le problème. Mais je n'aime pas du tout ce slogan. L'une des raisons pour lesquelles je pense que la contradiction apparente entre les deux slogans et les deux approches est un faux problème, c'est que chacun se réfère à des biens très différents. Les communs rares ne sont pas du tout les mêmes que ceux qui ne sont pas régis par la rareté. Le danger d'un discours construit autour de l'idée « *Nous voulons moins* », c'est qu'il est un discours d'austérité, opposé à ce que nous revendiquons en fait, et qui est parfaitement réaliste : une vie toujours plus créative et toujours plus riche. Bien sûr, l'une des tâches théoriques du mouvement sera de reconsidérer ce qu'est la richesse, et ce qu'est la pauvreté.

Le problème des revendications n'est pas le plus important. Je crois que la question cruciale, c'est que nous ne sommes pas encore parvenus à inventer des pratiques autonomes réellement efficaces, qui soient alternatives à la propriété, privée ou publique.

**M.** - Peut-être du côté de la piraterie ?

**M. Hardt** - La piraterie est un bon exemple de la manière dont les communs, sous l'une ou l'autre de leurs formes, sont détruits lorsqu'ils sont transformés en biens régis par la propriété. Les savoirs indigènes, sur la valeur médicinale d'une plante, par exemple, sont détruits lorsqu'on les privatise, l'accès à ces savoirs n'est alors plus possible, et ils disparaissent peu à peu. Il faudrait d'ailleurs éviter de parler de biopiraterie, et défendre la dignité des pirates : les pirates volent la propriété. Mais là, ce dont on parle, c'est d'un vol du commun, pour le transformer en bien régi par la propriété.

C'est une bonne manière de comprendre comment les deux formes de communs se rejoignent, en quoi elles s'opposent à toute forme de propriété, privée comme publique. On retrouve une idée similaire dans les débats sur les marchés carbone. On assiste en effet à la construction, par le marché, d'une forme de propriété plus abstraite encore à partir de quelque chose qui est commun – ici l'atmosphère, l'environnement au sens le plus global.

**M.** - Je pensais plutôt aux autres formes de piraterie, au téléchargement, aux partis pirates, etc.

**M. Hardt** - Cette forme de piraterie revient à voler de la propriété pour la transformer en commun. Il s'agit bien de fabriquer du commun à partir de la propriété.

Mais je ne suis pas certain que ça suffise. Jusqu'à présent, nous menons les débats sur les questions climatiques de telle manière que les réponses dépendent avant tout des États. Bien sûr, nous avons des discussions autonomes, à la base. Mais nos discussions débouchent presque systématiquement sur des appels aux États. Nous n'avons pas encore la capacité à construire des espaces autonomes. Ou alors ils n'existent que sous forme de choix individuels, rapportés à la consommation de biens ou de service : choisir un mode de transport plutôt qu'un autre, un type de biens plutôt qu'un autre.

L'idée que nous pourrions construire quelque chose par en bas reste lointaine, presque inaccessible. Nous sommes dans l'idée que ces problèmes ne peuvent se résoudre que par en

haut, que nous pouvons, depuis en bas, pousser les gouvernements à agir, mais que c'est à eux de le faire. L'un des changements que j'attends le plus, c'est que nous parvenions à trouver des moyens de construire des approches par en bas plutôt que d'en rester à « *tout ce que nous pouvons faire, c'est les contraindre à changer* ».

Peut-être les dynamiques comme les « *Camps action climat* » sont-ils des pistes vers de telles pratiques autonomes. On y retrouve des pratiques autogestionnaires, et des pratiques expérimentales, et collectives, d'autosuffisance, bref, pour le dire vite, des éléments issus du mouvement ouvrier, et des éléments propres aux luttes climatiques...

Les luttes ouvrières, du moins celles dont je me sens proche, se sont construites autour de l'idée que les ouvriers ne sont pas seulement opposés à leur patron ; mais qu'ils ont aussi une très bonne connaissance du système de production. Ils ont donc à la fois le désir d'attaquer le système et les moyens de le transformer. Bien sûr, il leur reste à trouver des formes d'organisation, et des manières d'exprimer leurs revendications.

Ici, c'est différent : lorsque nous ferons l'expérience concrète des changements climatiques, ce sera bien trop tard. Nous avons bien sûr quelques indices mais ils reposent sur des informations plutôt techniques, que nous devons apprendre à comprendre, ou que nous devons accepter de croire, sans pouvoir en faire directement l'expérience.

Et c'est un vrai défi pour les luttes climatiques : comment construire des pratiques autonomes, alors que nous ne pouvons nous en remettre à nos seules expériences ?

---

**Source :** <http://www.mouvements.info/Retour-s...>

Propos recueillis par Nicolas Haeringer.

**L'auteur :** Michael Hardt est le co-auteur, avec Toni Negri, de *Empire* (Exils, 2000) et de *Multitudes* (La Découverte, 2004).

**Ecouter aussi :** *Pourquoi le mouvement Urgence climatique, justice sociale*

<http://www.reporterre.net/spip.php?...>

- Emplacement : Accueil > Tribune >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Ce-que-nous-dit-Copenhague-du>